

## Colonisation: L'Istiqlal demande des réparations pour le Maroc

13/11/2008

Il y a une semaine, le groupe parlementaire de l'USFP saisissait le gouvernement pour demander des excuses aux puissances coloniales, la France et l'Espagne. Aujourd'hui, c'est le groupe de l'Istiqlal qui fait de même et décide d'aborder la question au Parlement. Hier mercredi, ce dernier groupe adressait une question orale autour du sujet à Taïeb Fassi Fihri, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Serait-il ainsi question de quelque collaboration entre les deux groupes de la Koutla sur ce sujet ? Omar Hejira, député d'Oujda, répond que non, mais que les atrocités de la colonisation étaient depuis longtemps à l'ordre du jour des préoccupations de son parti. «J'ai grandi dans une famille de résistants et je connais très bien les souffrances de cette catégorie. En fait, des résistants d'Oujda, mais aussi d'autres régions, nous ont contactés pour demander qu'on soulève la question», explique le député istiqlalien qui affirme qu'il n'est plus possible de passer sous silence les atrocités des ex-forces colonisatrices, ni les pillages, les assassinats et l'exploitation des richesses du pays pendant quatre décennies. «Est-il raisonnable aujourd'hui de continuer à ignorer les drames de gens qui se sont retrouvés livrés à eux-mêmes après que les colons les aient dépouillés de tous ce qu'ils possédaient ?», s'indigne Omar Hejira.

Pour ce dernier, les gouvernements actuels, aussi bien en Espagne qu'en France, ne sont pas responsables des dégâts de la colonisation, mais doivent aider à solder une sombre époque. «La France et l'Espagne doivent arrêter de nous considérer uniquement comme le voisin sous-développé à soutenir et source de flux d'immigrants. Les aides qu'on reçoit de ces pays ne sont pas de la charité» ajoute le député PI qui avance un autre argument. Pour lui, le Maroc a eu le courage d'entamer un processus de réconciliation qui a débouché sur la reconnaissance des dépassements du passé et sur l'indemnisation des victimes. L'Espagne et la France, modèles de démocratie, «doivent avoir le courage de travailler à une autre réconciliation que ne pourraient remplacer ni les excellentes relations ni même le statut avancé», conclut-il. Cette démarche de la part des députés de l'Istiqlal ne risquerait-elle pas d'être source d'embarras pour le gouvernement, et l'Etat, vis-à-vis de ses principaux partenaires ? «Nous parlons non pas au nom du parti de l'Istiqlal, mais au nom du peuple qui nous a élus et le gouvernement n'a qu'à assumer ses responsabilités et décider de la démarche à suivre», tranche le jeune député de l'Oriental. Espérons pour les députés du parti de Abbas El Fassi que le gouvernement n'élide pas le débat. Ni ne tergiverse.

La semaine dernière, soit le même mercredi, jour de la séance des questions orales, Taïeb Fassi Fihri, s'était excusé auprès de la présidence du Parlement. Ayant d'autres engagements, il n'a pu répondre à une question similaire posée par le groupe de l'USFP Car le groupe socialiste a été le premier à évoquer cet aspect de l'histoire de la colonisation au Maroc, mais sans accompagner sa requête de l'obligation pour l'Espagne et la France, en plus des puissances qui ont administré la zone internationale de Tanger, d'indemniser le Royaume pour les conséquences de cette colonisation. «Même quand il nous arrivait d'évoquer cette question, nous le faisons au sein de rencontres internationales et de manière timide alors que nous sommes l'un des peuples à avoir le plus payé et le plus souffert de la colonisation», nous répondait Ahmed Zaïdi, président de ce groupe, en réponse à une question sur le timing choisi pour soulever ce débat.

Mohammed Boudarham

Source: Le Soir Echos

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=1608>